

Amendements adoptés par le Sénat en séance publique le 14 novembre 2023 sur le projet de loi immigration/asile/intégration

Lors de sa séance publique du 14 novembre 2023, le Sénat a achevé l'élaboration de sa version du projet de loi « *pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* ». Ce vote faisait suite à l'examen entre le 6 et le 10 novembre du projet de loi tel que présenté en Conseil des ministres le 1^{er} février 2023 [réf. Sénat [n° 304 \(2022-2023\)](#)], de celui ressortant des travaux de la Commission des lois en mars [réf. Sénat [n° 434 \(2022-2023\)](#)], ainsi que d'une somme de **près de 700 amendements**, dont **ceux adoptés** auront considérablement durci le texte.

De cette séance du 14 novembre 2023 est ressortie une « petite loi » [[n° 19 \(2023-2024\)](#)] sur laquelle l'Assemblée nationale doit désormais se prononcer [[n°1855 \(16^e législature\)](#)].

Ce document du Gisti présente les amendements adoptés en séance publique qui font différer cette version de celle présentée par le gouvernement dans un sens encore bien plus défavorable aux personnes étrangères. Il permet de prendre connaissance du contenu de ce texte et de la dynamique rédactionnelle qui a mené à sa rédaction. Sur ce dernier point, le signe ↵ a été placé devant les amendements modifiant celui qui les précède.

Quelques abréviations pour avoir idée de l'origine des différentes dispositions

PJL · Dispositions contenues dans le projet de loi présenté en Conseil des ministres (et déposé au Sénat) le 1^{er} fév. 2023
CDL mars · Amendements déposés ou approuvés en mars 2023 par la Commission des lois du Sénat avant qu'E. Macron n'annonce la suspension du processus législatif sur ce texte (qui s'étirera jusqu'à la mi-octobre).
CDL nov · Amendements proposés en novembre par la Commission des lois du Sénat
GVT · Amendements du Gouvernement

Groupes parlementaires :

CRCE - Kanaky · Groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky / **GSER** · Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain / **GEST** · Groupe Écologiste - Solidarité et Territoires / **LR** · Les Républicains / **RDPI** · Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (ex LREM) / **UC** · Groupe Union Centriste

Article 1er A

Obligation de tenue du débat annuel sur les orientations pluriannuelles de la politique migratoire. Collecte de données concernant : nombre de visas accordés et rejetés ; renforcement des données sur les étudiants, titres de séjour accordés et demandes rejetées ou non renouvelées ; nombre de personnes admises au titre du regroupement familial ; régularisation par le travail ; nombre de réfugiés, protections subsidiaires, apatrides et demandes rejetées ; nombre de mineurs isolés étrangers pris en charge par l'ASE, mineurs en rétention ou en zone d'attente ; nombre d'autorisations de travail accordées ou

refusées ; mesures d'éloignement effectives vs nombre d'OQTF prononcées ; nombre, moyens, coûts mis en œuvre pour « lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers » ; attestations d'accueil présentées et validées, moyens pour lutter contre le trafic de main-d'œuvre étrangère, politique de gestion concertée des « flux migratoires » ; nombre de contrats d'intégration républicaine, d'acquisition de la nationalité française ; nombre d'étrangers « en situation irrégulière » sur le territoire, d'assignation à résidence, placement en rétention et durée ; évaluation du respect des orientations fixées par le schéma national d'accueil des demandeurs d'asile, comparaison du nombre de demandes d'asile formulées dans le pays d'origine et sur le territoire français ; évaluation annuelle de l'application des accords internationaux conclus avec les pays d'émigration ainsi qu'avec leurs organismes de sécurité sociale ; information du Sénat sur les conduites par les collectivités territoriales en matière d'immigration et d'intégration

Amdt 363 rect. · M. DUFFOURG (UC) (UC)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_363.html

Amdt 519 · M. RAVIER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_519.html

Amdt 149 · GSER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_149.html

Amdt 160 · GSER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_160.html

Amdt 569 rect. ter · M. REICHARDT (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_569.html

Amdt 619 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_619.html

Amdt 620 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_620.html

Article 1er BA *Article(s) additionnel(s) après Article 1er A*

Habilitation des services de police aux frontières à contraindre les personnes en instance d'éloignement à embarquer dans un moyen de transport aérien ou maritime.

Amdt 490 rect. Bis · M. LEVI (UC)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_490.html

Article 1er BB *Article(s) additionnel(s) après Article 1er A*

Rapport sur les visas pour les travailleurs et entrepreneurs francophones.

Amdt 236 rect. quinquies · JOYANDET (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_236.html

Article 1er B

Durcissement des conditions du regroupement familial : 2 ans de présence en situation régulière au lieu de 18 mois pour le demandeur ; ressources financières stables, suffisantes et régulières (ajout de « régulières ») ; obligation de disposer d'une assurance maladie pour lui et sa famille ; le demandeur et le conjoint doivent être âgés d'au moins 21 ans ; ajout d'une exclusion des ressources des aides personnelles au logement.

Amdt 621 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_621.html

Article 1er C

Autorisation de séjourner en France au titre du regroupement délivrée sous réserve que la personne étrangère justifie au préalable par tous moyens d'une « *connaissance de la langue française lui permettant au moins de communiquer de façon élémentaire, au moyen d'énoncés très simples visant à satisfaire des besoins concrets et d'expressions familières et quotidiennes.* »

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-199.html

Article 1er D

Amendement rédactionnel

Avis de la mairie sur les ressources et logement, et en cas d'absence d'avis dans un délai de deux mois : il est réputé défavorable ; possibilité en cas de suspicion pendant l'instruction du caractère frauduleux de la demande ou de fausses déclarations de solliciter le maire de la commune de résidence à l'étranger (ou du maire de la commune où la famille va s'installer) pour faire procéder à des vérifications sur les conditions de logement ou de ressources.

Amdt 622 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_622.html

Article 1er EA Article(s) additionnel(s) après Article 1er D

Alignement du droit au séjour « conjoint de français » sur les conditions du regroupement familial (modification de l'article L423-1 article 1EA) s'agissant des ressources, du logement et de l'assurance maladie (renvoi en décret pour les conditions d'application de ces dispositions).

Amdt 353 rect. · Mme EUSTACHE-BRINIO (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_353.html

Article 1er EB Article(s) additionnel(s) après Article 1er D

Élargissement des cas de refus de délivrance ou de renouvellement des CS temporaire ou pluriannuelle aux personnes n'ayant pas satisfait dans les délais à une OQTF, ou ayant commis des faits qui l'exposent à condamnations pour faux en écritures et faux documents, ou ayant commis des faits qui l'exposent à condamnations pour ILS, enlèvement séquestration, discriminations, atteintes à la dignité des personnes, proxénétisme etc. ; a commis des faits qui l'exposent à condamnations pour des faits de crimes et délits contre les personnes lorsque ces faits sont commis sur élus, magistrats, jurés, avocats, officier public ou ministériel. Et cas de retrait de CST ou CPA pour des personnes ayant commis des faits qui l'exposent à condamnations pour faux en écritures et faux documents ; ou ayant commis des faits qui l'exposent à condamnations pour des faits de crimes et délits contre les personnes lorsque ces faits sont commis sur élus, magistrats, jurés, avocats, officier public ou ministériel.

Amdt 354 rect. Bis · M. KAROUTCHI (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_354.html

↳ S/Amdt 618 · Mme AESCHLIMANN (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_618.html

Article 1EC Article(s) additionnel(s) après Article 1er D

Augmentation de la condition de résidence pour l'octroi d'un titre de séjour vie privée familiale : de 3 à 5 ans (carte de résident pour conjoint de français, parent d'enfant français et personnes entrées dans le cadre du regroupement familial).

Amdt 623 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_623.html

Article 1ER E

Retour à l'absence de traitement dans le pays d'origine (plutôt qu'accès effectif) ET « *que cette prise en charge ne soit pas supportée par l'assurance maladie* » ; suppression de l'autorisation de la personne pour que les médecins de l'OFII prennent attache avec son médecin.

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-201.html

Article 1er F

Ajout précision/ définition sur les conséquences d'une exceptionnelle gravité qui « *s'apprécie compte tenu du risque que le défaut de prise en charge médicale fait peser sur le pronostic vital de l'étranger ou l'altération significative de l'une de ses fonctions importantes mais également de la probabilité et du délai présumé de survenance de ces conséquences* ».

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-83.html

Article GA Article(s) additionnel(s) après Article 1er F

Dépôt d'une caution pour l'obtention d'un premier titre de séjour étudiant (qui sera rendue si expiration du titre, renouvellement du titre, ou changement de statut). La caution sera retenue si la personne étrangère se soustrait à une décision d'éloignement.

Amdt 340 rect. · M. KAROUTCHI (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_340.html

Article 1er G

Carte de séjour pluriannuelle mention « étudiant » : obligation de justifier annuellement du « *caractère réel et sérieux des études* » sous peine de retrait du titre de séjour.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-205.html

Article HA Article(s) additionnel(s) après Article 1^{er}

Légalisation de la majoration des droits universitaires pour les étudiants extra communautaires (actuellement prévu par arrêté).

Amdt 341 rect · M. PIEDNOIR (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_341.html

Article 1er H

Expérimentation de l'examen à 360° (= sur tous les motifs susceptibles de fonder la délivrance de d'un titre de séjour) en cas de rejet de la demande de titre sur le motif invoqué par le demandeur ; phase test dans minimum 5 départements (et jusqu'à 10 maximum) pendant 3 ans, à compter du 1er jour du 6e mois suivant la promulgation de la loi ; production d'un rapport après 6 mois. Le demandeur transmet à l'administration l'ensemble des éléments de son dossier - en cas de refus d'un dossier examiné dans ce cadre toute nouvelle demande sera irrecevable sauf état de faits ou éléments nouveaux survenus après la décision ou dont il n'aura eu connaissance qu'après la décision.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-203.html

Article 1er I

Suppression de l'aide médicale d'État, et création de l'aide médicale d'urgence (conditions de mise en oeuvre de l'aide médicale et périmètre du panier de soins pris en charge au titre de l'AMU).

Tout étranger résidant en France sans remplir la condition de régularité de séjour depuis plus de trois mois et dont les ressources ne dépassent pas le plafond mentionné au 1° de l'article L. 861-1 du même code a droit, pour lui-même et les personnes à sa charge, à l'aide médicale d'urgence, sous réserve, s'il est majeur, de s'être acquitté, à son propre titre et au titre des personnes majeures à sa charge, d'un droit annuel dont le montant est fixé par décret.

La prise en charge, assortie de la dispense d'avance des frais, concerne :

« 1° La prophylaxie et le traitement des maladies graves et les soins urgents dont l'absence mettrait en jeu le pronostic vital ou pourrait conduire à une altération grave et durable de l'état de santé de la personne ou d'un enfant à naître ;

« 2° Les soins liés à la grossesse et ses suites ;

« 3° Les vaccinations réglementaires ;

« 4° Les examens de médecine préventive.

Entrée en vigueur au 1er juin 2024.

Amdt 624 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_624.html

↳ Amdt 358 rect. Bis · M. KLINGER (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_358.html

Article 1er J

Exclusion des personnes en « situation irrégulière » de la réduction des tarifs de transports.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-141.html

Article 1er K Article(s) additionnel(s) après Article 1er J

Admission au séjour des ressortissants britanniques propriétaires de résidences secondaires (visa long séjour de plein droit).

Amdt 489 rect. Ter · Mme BERTHET (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_489.html

Article 1er L *Article(s) additionnel(s) après Article 1er J*

Rétablissement du délit de séjour irrégulier (3750 euros d'amendes et peine complémentaire de trois ans d'interdiction du territoire).

Amdt 64 rect. Ter · Mme BOYER (LR)
Amdt 342 rect bis · M. LE RUDULIER (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_64.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_342.html

Article 1er M *Article(s) additionnel(s) après Article 1er J*

Aggravation des sanctions applicables aux reconnaissances frauduleuses de paternité (de 15 000 euros à 75 000 euros).

Amdt 475 rect · M. BITZ (RDPI)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_475.html

Article 1er N *Article(s) additionnel(s) après Article 1er J*

Condition de 5 années de résidence régulière pour accéder aux prestations familiales non contributives (logement social, allocations familiales, APL ou prestation de compensation du handicap).

Amdt 3 rect. quater · Mme EUSTACHE-BRINIO (LR)
Amdt 625 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_3.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_625.html

Article 1er

Engagement des parents étrangers à dispenser une éducation respectueuse des valeurs et principes de la République et à enseigner la langue française à leurs enfants ; conditionnement de l'accompagnement professionnel du CIR au suivi sérieux des formations civiques et linguistiques ; condition de disponibilité de cours gratuits de français pour l'obtention d'une carte de séjour de pluriannuelle. Pour la CSP, obligation de réussite à un examen de français et hausse du niveau exigé.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 493 rect. ter · Mme AESCHLIMANN (LR)
Amdt 626 · **CDL nov.**
Amdt 452 · CRCE – Kanaky
↳ S/Amdt 653 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_493.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_626.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_452.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_653.html

Article 1er bis *Article(s) additionnel(s) après Article*

Limitation du nombre de renouvellements consécutifs d'une CST (pas plus de trois renouvellements consécutifs d'une CST avec mention identique).

Amdt 627 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_627.html

Article 1er ter *Article(s) additionnel(s) après Article 1er*

Exclusion de la présomption de validité des actes d'état civil étrangers en cas de non légalisation.

Le texte prévoit que les actes et jugements produits pour justifier de son identité et de ses liens familiaux devront être légalisés et mentionne que la présomption de validité des actes de l'état civil prévue par l'article 47 et l'opposabilité des jugements étrangers dont la régularité n'a pas été préalablement vérifié par l'autorité judiciaire française sont subordonnées à l'accomplissement de cette formalité.

Amdt 605 **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_605.html

Article 2 (*Supprimé*)

Rétablissement d'article. Organise la contribution des employeurs à la formation en français des travailleurs étrangers. Permettre aux employeurs de proposer à ces salariés de suivre un parcours de formation linguistique pour leur assurer une connaissance suffisante de la langue française, dont le niveau est fixé par décret. Lorsque le salarié signataire du CIR est engagé dans un parcours de formation en français langue étrangère, le temps de formation à réaliser durant la mise en œuvre de son contrat de travail constitue un temps de travail effectif et donne lieu au maintien de sa rémunération.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 20 rect. Bis · Mme CARRÈRE (RDSE)
Amdt 388 rect. Ter · Mme VOGEL (GEST)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_20.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_388.html

Article 2bis A *Article(s) additionnel(s) après Article 2* (*Supprimé*)

Nouveau cas de déchéance de nationalité en cas d'homicide ou tentative d'homicide sur des personnes dépositaires de l'autorité publique.

Amdt 50 rect. · Mme BOYER (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_50.html

Article 2bis

Pour les enfants nés en France de parents étrangers, retour à la manifestation de volonté pour acquérir la nationalité française - cette manifestation doit avoir lieu entre 16 ans et 18 ans et il doit être justifié d'une présence habituelle pendant les 5 dernières années précédant la déclaration.

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-57.html

Article 2 ter A *Article(s) additionnel(s) après Article 2 bis*

Augmentation de quatre à cinq ans de la durée de mariage pour souscrire la déclaration aux fins d'acquisition de la nationalité française par un conjoint de Français – et passage de cinq ans à huit ans si le couple ne vit pas en France et que la personne n'a pas été titulaire d'une carte de séjour pendant trois ans ou si le conjoint français n'est pas enregistré au consulat.

Amdt 345 rect. · M. Étienne BLANC

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_345.html

Article 2ter B *Article(s) additionnel(s) après Article 2 bis*

Perte de la possibilité de souscrire la nationalité française si la personne « *n'est manifestement pas assimilée à la communauté française* ».

Amdt 62 rect. Quinquies · Mme BOYER (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_62.html

Article 2 ter C *Article(s) additionnel(s) après Article 2 bis*

Renforcement des conditions d'acquisition de la nationalité pour les mineur·es étranger·es né·es dans certains territoires ultramarins de parents étrangers. Pour Mayotte, obligation pour un des parents de résidence régulière ininterrompue d'un an (contre 3 mois actuellement), pour la Guyane 9 mois et pour Saint Martin 5 années).

Amdt 628 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_628.html

Article 2 ter *Article(s) additionnel(s) après Article 2 ter*

Les empêchements à l'acquisition de la nationalité française en raison notamment de condamnations pénales ne sont pas applicables aux mineurs. Cette disposition supprime cette exemption pour les enfants nés en France et susceptibles d'acquérir la nationalité de façon anticipée.

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-60.html

Article 2 quater *Article(s) additionnel(s) après Article 2 ter*

Augmentation du délai de séjour régulier avant de pouvoir déposer une demande de naturalisation : passage de 5 ans à 10 ans.

Amdt 521 rect. ter · M. RAVIER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_521.html



Amdt 346 rect. Bis · Mme BOYER (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_346.html

Article 2 quinquies *Article(s) additionnel(s) après Article 2 ter*

Augmentation du tarif du timbre fiscal pour les déclarations de nationalité (naturalisation et déclaration par mariage) : passage de 55 euros à 250 euros.

Amdt 355 rect. · Mme CIUNTU (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_355.html

Article 3

Amendement de suppression de l'article (titre de séjour «métiers en tension»).

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 655 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_655.html

Amdt 126 · M. SZCZUREK

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_126.html

Amdt 366 rect. Ter · M. DUFFOURG (UC)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_366.html

Amdt 530 · M. RAVIER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_530.html

Article 4

Suppression de l'article (possibilité de travailler pour certain·es demandeurs d'asile à fort taux de protection).

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 656 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_656.html

Amdt 127 · M. SZCZUREK

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_127.html

Amdt 365 rect. Ter · M. DUFFOURG (UC)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_365.html

Amdt 531 · M. RAVIER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_531.html

Article 4bis *Article(s) additionnel(s) après Article 4*

Mécanisme d'admission exceptionnelle au séjour « métiers en tension » (art 3 remplacé par art 4bis) : nécessité de prouver 12 mois d'activité antérieure (au lieu de 8 mois) au cours des 24 derniers mois et de justifier de 3 ans de présence en France ; l'autorité administrative peut refuser la délivrance du titre même si ces conditions sont réunies.

Vérification par la préfecture, outre de la réalité et de la nature des activités professionnelles de son insertion sociale et familiale, de son respect de l'ordre public, son intégration à la société française et son adhésion aux modes de vie et aux valeurs de celle-ci ainsi qu'aux principes de la République.

Exclusion des périodes d'activité exercées sous statut d'étudiant, de saisonnier ou de demandeur d'asile.

Article applicable jusqu'au 31 décembre 2026.

Amdt 657 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_657.html



S/Amdt 676 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_676.html

Article 4ter *Article(s) additionnel(s) après Article 4*

Fréquence et méthode de révision de la liste des métiers en tension : actualisée au moins une fois par an.

Amdt 476 rect. Bis · M. BITZ (RDPI)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_476.html

Article 5 *Article 5 (Supprimé) (Rétablissement d'article)*

Le statut d'entrepreneur individuel n'est pas accessible aux personnes étrangères ressortissantes de pays non membres de l'UE ne disposant pas d'un titre de séjour les autorisant à exercer sous ce statut.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 587 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_587.html

Article 6

Amendement de coordination : « passeport talent » remplacé par titre de séjour portant la mention « talent » et « talent-salarié qualifié » (entreprise innovante, talent porteur de projet).

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 629 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_629.html

Article 7

Signature par les praticiens diplômés hors-UE (PADHUE) d'une charte des valeurs de la République (condition de délivrance d'une carte pluriannuelle portant la mention «talent-profession médicale et de la pharmacie» d'une durée maximale de quatre ans).

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 4 rect. Ter · Mme EUSTACHE-BRINIO (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_4.html

Article 7 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 7*

Cas où l'officier d'État civil saisit le procureur de la République d'indices laissant présumer que le mariage envisagé est susceptible d'être annulé (suspicion de fraude au mariage) :

« *Le procureur de la République est tenu, dans les quinze jours de sa saisine, soit de laisser procéder au mariage, soit de faire opposition à celui-ci, soit de décider qu'il sera sursis à sa célébration, dans l'attente des résultats de l'enquête à laquelle il fait procéder. Il fait connaître sa décision motivée à l'officier de l'état civil, aux intéressés. A défaut de décision motivée dans le délai imparti, il est réputé avoir décidé un sursis à la célébration du mariage de deux mois ;* » (contre un mois actuellement). Ce sursis de deux mois est renouvelable une fois.

Amdt 61 rect. ter · Mme BOYER (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_61.html

Article 7ter *Article(s) additionnel(s) après Article 7*

Accès au séjour des jeunes majeurs pris en charge par l'ASE avant l'âge de 16 ans : actuellement un titre de séjour est délivré sous réserve du caractère réel et sérieux du suivi de la formation prescrite, de la nature des liens de l'étranger avec sa famille restée dans son pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil ou du tiers digne de confiance sur son insertion dans la société française. La « nature des liens » est remplacée par l' « absence avérée de lien » avec sa famille.

Amdt 360 rect. bis · Mme BELLUROT (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_360.html

Article 8 *(Supprimé) (Rétablissement d'article)*

Transformation de la contribution spéciale à la charge des employeurs ayant recours à un travailleur étranger de manière illégale en « amende administrative », augmentation de son montant (plafond à 5 000 fois le taux horaire, 15 000 fois le taux horaire en cas de réitération). Les agents de contrôle peuvent obtenir tous renseignements et documents relatifs aux autorisations de travail. L'autorité

administrative chargée d'instruire et de délivrer les autorisations de travail peut solliciter ces agents afin d'obtenir tous renseignements et documents nécessaires à l'instruction des demandes relatives à ces autorisations dans des conditions définies par décret.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 565 · M. BITZ (RDPI)
Amdt 588 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_565.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_588.html

Article 8 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 8 (Supprimé)*

Création d'un diplôme de l'intégration pour les citoyens ayant acquis la nationalité française, « dont le parcours de vie, l'insertion professionnelle ou les engagements associatifs et civiques témoignent d'une intégration exemplaire dans la société française » (un décret fixe les règles d'attribution, de promotion et le statut de ce diplôme, mais proposition a été faite que l'achat de la médaille, à l'instar de la légion d'honneur, serait à la charge du récipiendaire).

Amdt 77 rect. ter · M. PACCAUD (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_77.html

Article 9

Abaissement du seuil permettant d'annuler la protection contre l'expulsion (« condamné à une peine de 5 ans de prison au moins » devient « condamné pour une infraction punie de 3 ans ou plus »).

Suppression des protections relatives contre l'expulsion dans trois cas (faits commis à l'encontre du conjoint, d'un ascendant ou des enfants, faits commis à l'encontre du titulaire d'un mandat électif public, séjour irrégulier).

Suppression des protections quasi-absolues contre l'expulsion dans trois cas (condamnation pour des crimes ou délits punis de cinq ans ou plus, faits commis à l'encontre du titulaire d'un mandat électif public, séjour irrégulier).

Généralisation de l'ITF pour tous les crimes et pour tous les délits punis de plus de trois ans de prison (outre ceux qui sont punis de moins de trois ans pour lesquels la loi prévoit expressément l'ITF) ; l'ITF ne commence à courir qu'à compter de la date à laquelle le condamné a quitté le territoire français ;

Suppression des cas de protection relative contre l'ITF (cas où s'appliquait l'obligation de motivation spéciale pour la prononcer).

Extension des cas d'exclusion de la protection absolue (délits de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence, crimes, délits punis d'au moins cinq ans de prison...) avec obligation de motivation spéciale (gravité de l'infraction et situation personnelle et familiale) dans tous les cas d'exclusion.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 630 · **CDL nov.**
Amdt 631 · **CDL nov.**
Amdt 103 rect. quater · M. Louis VOGEL (GEST)
Amdt 583 rect. bis · Mme AESCHLIMANN (LR)
Amdt 349 rect. ter · M. KAROUTCHI (LR)
Amdt 611 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_630.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_631.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_103.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_583.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_349.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_611.html

Article 9 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 9*

Subordination de la mise en œuvre du dispositif de libération sous contrainte d'un étranger incarcéré à l'exécution de la mesure administrative ou judiciaire d'éloignement dont il fait l'objet (sont visées : interdiction du territoire français, interdiction administrative du territoire français, obligation de quitter le territoire français, interdiction de retour sur le territoire français, interdiction de circulation sur le territoire français, expulsion, extradition ou remise sur le fondement d'un mandat d'arrêt européen).

(Rappel du dispositif de libération sous contrainte : lorsqu'il reste au condamné exécutant une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale inférieure ou égale à deux ans un reliquat de peine à exécuter qui est inférieur ou égal à trois mois, la libération sous contrainte s'applique de plein droit, sauf en cas d'impossibilité matérielle résultant de l'absence d'hébergement. Le juge de l'application des peines détermine, après avis de la commission de l'application des peines, la mesure applicable.)

Article 10

Suppression de toutes les « protections » contre la délivrance d'une OQTF (sauf pour les mineurs). L'OQTF est édictée après vérification du droit au séjour en tenant notamment compte de la durée de présence de l'étranger sur le territoire français, de la nature et de l'ancienneté de ses liens avec la France et des considérations humanitaires pouvant justifier un tel droit.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 350 rect. · M. RETAILLEAU (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_350.html

↳ S/Amdt 650 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_650.html

Article 10 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 10*

La durée des effets de l'IRTF accompagnant une OQTF sans délai de départ volontaire est portée à 10 ans (au lieu de trois) en cas de menace grave pour l'ordre public.

Les motifs de la décision d'interdiction de retour sur le territoire français donnent lieu à un réexamen tous les cinq ans à compter de sa date d'édition. L'autorité compétente tient compte de l'évolution de la menace pour l'ordre public que constitue la présence de l'intéressé en France, des changements intervenus dans sa situation personnelle et familiale et des garanties de réinsertion professionnelle ou sociale qu'il présente, en vue de prononcer éventuellement l'abrogation de cette décision. L'étranger peut présenter des observations écrites. À défaut de notification à l'intéressé d'une décision explicite d'abrogation dans un délai de deux mois, ce réexamen est réputé avoir conduit à une décision implicite de ne pas abroger. Cette décision est susceptible de recours.

Amdt 595 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_595.html

Article 11

Dans le cadre des contrôles aux frontières et de la retenue pour vérification du droit au séjour l'OPJ peut prendre un relevé d'empreintes digitales et des photographies par coercition (sans le consentement) sur autorisation préalable du procureur de la République et en présence d'un avocat ; ne peut concerner qu'un étranger « manifestement âgé d'au moins dix-huit ans ».

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>
CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-215.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-14.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-216.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-217.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-15.html

Article 11 ter

Création d'un fichier de « MNA délinquants » (empreintes digitales et photographies des mineurs « *se déclarant privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille, à l'encontre desquels il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'ils aient pu participer, comme auteurs ou complices, à des infractions à la loi pénale* »).

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-29.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-143.html

Article 12

Fin de la rétention pour les moins de 16 ans (attention, cf. Art 27 : à Mayotte entrée en vigueur de la mesure en 2027 !)

Le risque de fuite susceptible de justifier le placement en rétention peut être apprécié « au regard de la menace pour l'ordre public que l'étranger représente » (en plus des critères justifiant le refus du délai de départ volontaire).

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 596 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_596.html

Article 12 bis A *Article(s) additionnel(s) après Article 12*

Suppression de la présomption d'absence de risque de fuite en cas de première présentation d'une demande d'asile ;

Possibilité d'assigner à résidence ou de placer en rétention le demandeur d'asile « dont le comportement constitue une menace à l'ordre public » + possibilité d'assigner à résidence « l'étranger en situation irrégulière qui présente une demande d'asile à une autorité administrative autre » qu'un Guda « afin de déterminer les éléments sur lesquels se fonde sa demande d'asile » ; la même personne peut également être placée en rétention si elle présente un risque de fuite (caractérisé dans cinq cas, notamment si la demande n'a pas été présentée dans le délai de 90 jours à compter de son entrée en France, si elle a déjà été déboutée de sa demande en France ou dans un autre État de l'UE ou y a renoncé dans un autre État membre « sans motif légitime », s'il est sous décision d'éloignement prise par un des États membre de l'UE ou s'il s'est soustrait à l'exécution d'une précédente mesure d'éloignement, s'il ne se présente pas aux convocations ou ne répond aux demandes d'information de l'autorité administrative).

Examen en procédure accélérée de la demande d'asile présentée par la personne assignée à résidence ou placée en rétention

Amdt 592 rect. · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_592.html

Article 12 bis B *Article(s) additionnel(s) après Article 12*

Allongement de la durée de l'assignation à résidence des étrangers en cas d'impossibilité de quitter le territoire français : un an maximum (au lieu de six mois actuellement), renouvelable deux fois (au lieu d'une fois actuellement) dans les cas suivants : OQTF pour laquelle le délai de départ volontaire est expiré ou n'a pas été accordé ; éloignement en exécution d'une IRTF ; exécution d'une décision d'éloignement prise par un autre État ; remise aux autorités d'un autre Etat membre ; interdiction de circulation sur le territoire français.

Amdt 597 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_597.html

Article 12 bis C *Article(s) additionnel(s) après Article 12*

Le délai entre deux placements en rétention administrative peut être ramené de 7 jours à 48 heures en cas de circonstance nouvelle de fait ou de droit.

Amdt 603 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_603.html

Article 12 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 12 bis*

Suppression de l'accès au « contrat jeune majeur » financé par le Conseil départemental de 18 à 21 ans en cas d'OQTF.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-219.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-64.html

Article 12 ter *Article(s) additionnel(s) après Article 12 bis*

L'évaluation de la situation des mineurs isolés étrangers est réalisée sur la base d'un cahier des charges national défini en concertation avec les départements.

Amdt 92 rect. ter · Mme EUSTACHE-BRINIO (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_92.html
Amdt 142 rect. bis · Mme DARCOS https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_142.html
Amdt 279 rect. · Mme DELATTRE (RDSE) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_279.html

Article 13

Création du contrat d'engagement au respect des principes de la République. Le préfet ne peut délivrer un titre de séjour à un personne qui refuse de souscrire le contrat ; il ne peut renouveler le titre d'une personne qui n'a pas respecté le contrat ; il peut retirer le titre d'une personne qui ne l'a pas respecté.

Principes de la République : la liberté personnelle, la liberté d'expression et de conscience, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité de la personne humaine, la devise et les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution et à ne pas se prévaloir de ses croyances ou convictions pour s'affranchir des règles communes régissant les relations entre les services publics et les particuliers. Le manquement au contrat d'engagement au respect des principes de la République résulte d'agissements délibérés de l'étranger portant une atteinte grave à un ou plusieurs principes de ce contrat et constitutifs, le cas échéant, d'un trouble à l'ordre public.

La condition de gravité est présumée constituée en cas d'atteinte à l'exercice de ces droits et libertés.

En cas de carte de séjour pluriannuelle ou carte de résident, l'autorité administrative prend en compte la gravité ou la réitération des manquements au contrat d'engagement au respect des principes de la République ainsi que la durée du séjour effectuée sous le couvert d'un document de séjour en France.

Possibilité de retirer un titre de séjour à un réfugié résidant régulièrement en France depuis plus de 5 ans lorsqu'il est volontairement retourné dans son pays d'origine.

En cas de non délivrance ou retrait d'un titre de séjour temporaire ou carte pluriannuelle pour menace à l'ordre public, le préfet a une compétence liée et doit motiver sa décision.

Ajout d'une condition de résidence habituelle pour le renouvellement de certaines cartes de séjour pluriannuelles (il faut avoir transféré le centre de ses intérêts privés et familiaux ; et séjourné pendant au moins six mois au cours de l'année civile, durant les trois dernières années précédant le dépôt de la demande ou, si la période du titre en cours de validité est inférieure à trois ans, pendant la durée totale de validité du titre).

Le renouvellement de la carte de résident est refusé en cas de menace grave pour l'ordre public ou dans le cas où la personne ne pourrait prouver que sa résidence habituelle est en France.

Le renouvellement de la carte de résident «résident de longue durée UE» est refusé en cas de menace grave pour l'ordre public.

PJL

CDL mars

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-220.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-223.html

Amdt 44 rect. bis · Mme BOYER (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_44.html

Amdt 102 rect. quinquies · M. Louis VOGEL (GEST)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_102.html

Amdt 351 rect. · Mme DUMONT (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_351.html

Amdt 352 rect. · Mme DUMONT (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_352.html

Amdt 634 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_634.html

Amdt 364 rect. bis · M. DUFFOURG (UC)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_364.html

Amdt 479 rect. · M. BITZ (RDPI)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_479.html

Amdt 598 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_598.html

Amdt 632 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_632.html

Amdt 635 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_635.html

Amdt 636 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_636.html

Article 13 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 13*

Allongement du délai d'entretien de l'enfant (de deux à trois ans) pour la délivrance d'un titre résultant d'une reconnaissance de paternité ou maternité.

Amdt 483 rect. bis · M. MOHAMED SOILIHI (RDPI)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_483.html

Article 14 A

Possibilité de refuser un visa de long séjour « *au ressortissant d'un État délivrant un nombre particulièrement faible de laissez-passer consulaires ou ne respectant pas un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires.* »

Modulation des aides au développement vis-à-vis des États peu coopératifs en matière migratoire et conditionnées à la délivrance de laissez-passer consulaires et au respect des accords bilatéraux/multilatéraux de coopération en matière migratoire.

Prise en compte dans l'attribution de dotations par l'Agence Française de Développement (AFD) de la coopération des États en matière de lutte contre l'immigration dite «irrégulière».

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-226.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-61.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-76.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-145.html

Amdt 361 rect. · M. FRASSA (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_361.html
Amdt 513 rect. · UC https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_513.html

Article 14 B

Information des organismes de sécurité sociale à compter de la décision portant refus ou retrait de titre de séjour.

Les organismes ne peuvent procéder à la radiation des personnes avant la fin du troisième mois qui suit la date d'expiration des titres ou documents justifiant qu'elles remplissent les conditions de régularité de leur séjour ou avant la date de la notification de la décision mettant fin au droit au séjour.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-225.html

Amdt 495 rect. bis · M. CADEC (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_495.html

Article 14 C

Prise en charge par l'étranger des frais d'assignation à résidence pour exécution d'une décision d'expulsion, d'une peine d'interdiction du territoire français ou d'une interdiction administrative (donc hors OQTF).

La durée initiale de l'assignation à résidence (45 jours) peut être renouvelée deux fois et non plus une seule fois.

Amdt 637 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_637.html

Article 14 D *Article(s) additionnel(s) après Article 14 C*

L'aide au retour ne peut être attribuée qu'une seule fois.

Amdt 640 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_640.html

Article 14 E *Article(s) additionnel(s) après Article 14 C*

Extension des cas de placement en rétention des étrangers « dublinés » à la personne qui a refusé de se soumettre à l'opération de relevé d'empreintes digitales ou a altéré volontairement ses empreintes digitales pour empêcher leur enregistrement.

Amdt 639 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_639.html

Article 14 F *Article(s) additionnel(s) après Article 14 C*

Renforcement des sanctions pénales en cas de non-respect des prescriptions de l'assignation à résidence : ajout d'une amende de 15 000 euros pour le non-respect de la mesure d'assignation ; ajout de 3750 euros d'amende en cas de non-présentation aux convocations des autorités de police ou gendarmerie.

Amdt 638 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_638.html

Article 14 G *Article(s) additionnel(s) après Article 14 C*

Extension du régime de la retenue pour vérification d'identité à la Guyane.

Amdt 486 rect. · M. PATIENT (RDPI) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_486.html

Article 14

Renforcement des sanctions applicables au délit d'aide à l'entrée ou au séjour lorsqu'il est commis en bande organisée et dans l'une des autres circonstances prévues par l'article le L. 823-3 du CESEDA.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>
CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-229.html

Article 15

Renforcement des sanctions contre les « marchands de sommeil » en créant des aggravations pour les peines encourues lorsque l'occupant d'un appartement insalubre est une personne vulnérable, en particulier un étranger en situation dite « irrégulière » (augmentation substantielle des peines d'emprisonnement et des montants d'amendes en cas de refus d'exécution de travaux, mettre fin à l'insalubrité, dégrader les locaux, ne pas respecter une interdiction d'habiter, etc.).

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Article 15 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 15*

Délivrance de plein droit d'un titre de séjour temporaire (VPF 1 an) à la personne étrangère victime de l'infraction de soumission à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine qui dépose plainte contre la personne qu'elle accuse d'en être l'auteur. Le titre de séjour est renouvelable le temps de la procédure pénale, sous réserve que les conditions prévues pour sa délivrance continuent d'être satisfaites.

Amdt 443 · CRCE – Kanaky https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_443.html

Article 16

Possibilité de sanctionner les compagnies en cas de non-respect de l'obligation de contrôle documentaire tenant compte de l'extension des conditions qui résultent de la prochaine entrée en vigueur de « l'autorisation de voyage » (ETIAS). La sanction administrative encourue est l'amende pour défaut de contrôle documentaire dont le montant peut aller jusqu'à 10 000 euros.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Article 16 bis A *Article(s) additionnel(s) après Article 16*

Élargissement aux membres d'équipage ou aux personnels à bord d'un train ou aux gens de mer de la collecte de données PNR.

Amdt 253 rect. · M. LE RUDULIER (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_253.html

Article 16 bis

Le droit au jour franc avant exécution d'une décision de refus d'entrée est totalement supprimé (alors qu'il était applicable aux frontières aériennes et maritimes), quelle que soit la frontière (terrestre, aérienne ou maritime) sauf pour les mineurs isolés étrangers et seulement aux frontières autres que terrestres.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-136.html

Article 17

La visite sommaire d'une voiture particulière est possible dans la bande des 20 kilomètres en deçà de la frontière « *lorsqu'il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner que celle-ci transporte une personne ayant commis ou tenté de commettre une infraction relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France* ».

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>
CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-230.html

Article 18

Allongement de la durée maximale de l'IRTF à 5 ans (contre 3 ans actuellement - hors prolongation).

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>
CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-231.html
https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-196.html

Article 18 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 18*

Refus de visa aux étrangers ayant fait l'objet d'une OQT dans les 5 ans précédant la demande s'ils n'ont pas exécuté la mesure dans le délai qui avait été fixé par l'administration (et apporté la preuve de cette exécution) : seules des circonstances humanitaires permettant de contourner ce refus.

Amdt 488 · M. OMAR OILI (RDPI) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_488.html

Article 19

Adaptation des délais applicables dans le cadre de l'expérimentation « France Asile » (création dans au moins dix départements de pôles territoriaux au sein des préfectures permettant l'enregistrement de la demande d'asile, l'octroi des conditions matérielles d'accueil, l'introduction de la demande d'asile auprès de l'OFPPA, et la réalisation de l'entretien personnel). Le délai existant entre l'enregistrement de la demande d'asile et son introduction de l'OFPPA est supprimé. Le délai de 21 jours peut être réduit lorsque l'OFPPA doit convoquer dans un délai plus bref dans le cadre des procédures d'urgence.

Il est possible de mener les entretiens individuels par un moyen de communication audiovisuelle dans le cadre de l'expérimentation.

Lors de l'enregistrement de sa demande, l'étranger est informé de la possibilité d'être accompagné soit d'un avocat, soit d'un représentant d'une association de défense des droits de l'homme, d'une association de défense des droits des étrangers ou des demandeurs d'asile, d'une association de défense des droits des femmes ou des enfants ou d'une association de lutte contre les persécutions fondées sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle lors de l'entretien personnel.

Possibilité d'ouvrir une procédure d'irrecevabilité lorsque l'étranger bénéficie d'une protection équivalente dans un pays tiers, notamment en raison du principe de non-refoulement.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 641 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_641.html
Amdt 600 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_600.html
Amdt 156 · **GSER** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_156.html
Amdt 487 rect. · M. PATIENT (RDPI) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_487.html

Article 19 bis A *Article(s) additionnel(s) après Article 19*

Nouvelle possibilité de clôture de la demande d'asile en cas d'abandon du lieu d'hébergement.

Amdt 642 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_642.html

Article 19 bis B *Article(s) additionnel(s) après Article 19*

OQTF automatique après rejet définitif de la demande d'asile et interruption immédiate de la prise en charge des frais de santé de l'étranger au titre de la protection universelle maladie (PUMA).

Amdt 48 rect. bis · Mme BOYER (LR)
Amdt 643 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_48.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_643.html

Article 19 bis C *Article(s) additionnel(s) après Article 19*

Durcissement des critères de réunification familiale (RF) : plus de RF après 18 ans (actuellement 19 ans) ; suppression de la possibilité de RF pour les frères et sœurs de la personne protégée, ainsi que des enfants ayant constitué leur propre cellule familiale, ou les membres de famille ayant cessé d'entretenir avec la personne réfugiée des relations suffisamment stables et continues pour former avec lui une famille ; en cas de demande de visa long séjour introduite plus de 18 mois après la reconnaissance de la protection, basculement sur la procédure de regroupement familial avec conditions de ressources et de logement.

Amdt 599 · **GVT**
↳ S/Amdt 644 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_599.html
https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_644.html

Article 19 bis *Article(s) additionnel(s) après Article 19 bis*

Le refus et le retrait des conditions matérielles d'accueil deviennent automatiques dans tous les cas où il était facultatif : en cas de refus de la région d'orientation affectée, de refus de la proposition d'hébergement, de demande de réexamen de la demande d'asile, de demande d'asile hors-délai.

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-233.html

Article 19 ter A

Exclusion des étrangers qui ont fait l'objet d'une OQTF du dispositif d'hébergement d'urgence (sauf situation de détresse exceptionnelle).

Amdt 359 rect. Bis · Mme EUSTACHE-BRINIO (LR)

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_359.html

Article 19 ter

Intégration des places en CADA et CPH au sein des dispositifs HUDA et en CAES dans le décompte du taux 20 à 25 % de logements sociaux imposé aux communes (loi « SRU »).

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-234.html

Article 19 quarter

Possibilité pour le préfet et le gestionnaire du lieu d'hébergement d'engager des procédures de référé pour expulser les personnes autres que les « déboutées », c'est-à-dire les personnes en demande d'asile et les personnes protégées.

Applicabilité du référé mesures-utiles aux réfugiés et demandeurs d'asile.

Amdt 645 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_645.html

Article 20

Fin du principe de la collégialité pour les formations de jugement de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) statuant sur les recours : instauration du juge unique pour rendre une décision dans un délai réduit de cinq semaines (sauf s'il est justifié « de réunir une formation collégiale » qui statuerait dans un délai de cinq mois). « *De sa propre initiative ou à la demande du requérant, le président de la Cour nationale du droit d'asile ou le président de formation de jugement désigné à cette fin peut, à tout moment de la procédure, renvoyer à la formation collégiale la demande s'il estime que celle-ci ne relève*

pas de l'un des cas prévus aux articles L. 531-24, L. 531-26, L. 531-27 ou L. 531-32, ou qu'elle soulève une difficulté sérieuse ».

Possibilité de créer des « chambres territoriales » en région : « La Cour peut comprendre, en dehors de son siège, des chambres territoriales. Le siège et le ressort des chambres sont fixés par décret en Conseil d'État ».

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Article 20 bis

Possibilité pour le juge de suspendre la vidéo-audience à la CNDA en cas de difficulté technique ne permettant « pas à l'étranger de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice ». Amendement de précision : cela peut être décidé, de sa propre initiative ou sur demande des parties ou de l'avocat de la personnes étrangère.

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-236.html

Amdt 205 · GSER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_205.html

↳

Amdt 206 (de précision) · GSER

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_206.htm

Article 21

Suppression de la procédure avec délai de recours à 72h et délai de jugement à 6 semaines ; application des procédures de droit commun aux OQTF prises à l'encontre des déboutés du droit d'asile ; application de la procédure avec délai de recours de 7 jours et délai de jugement de 15 jours aux OQTF émises contre des étrangers détenus ; (Version du 14/11) extension de un à trois ans la durée de l'OQTF permettant le placement en rétention ou l'assignation à résidence. La règle devient la tenue de l'audience dans une salle délocalisée aménagée à proximité du lieu d'enfermement et sur décision du magistrat, cette audience peut se tenir en visioconférence. Suppression de l'obligation de présence physique de l'interprète dans l'une ou l'autre salle en cas de recours à la vidéo-audience (possibilité d'intervention par téléphone / visioconférence).

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

CDL mars

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-237.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-197.html

https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-238.html

Amdt 646 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_646.html

Article 22

Coordination avec l'article 21 du projet de loi qui crée un livre IX du Ceseda dans lequel sont rapatriées toutes les dispositions relatives aux « *PROCÉDURES CONTENTIEUSES DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF* »

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Article 23

Transposition dans le code de justice administrative d'un mécanisme de « contradictoire aménagé » afin de permettre à l'administration de produire à la juridiction compétente des éléments complémentaires considérés comme « sensibles » en ce que leur communication mettrait en péril l'activité des services de renseignement : l'administration serait donc autorisée à communiquer ces documents au juge sans les communiquer à la personne concernée par la procédure.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 602 rect. · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_602.html

Article 23 bis

Permettre à l'OFII de présenter des observations dans le cadre d'un recours contre un refus de TS « étranger malade » sans être tenu par le secret médical.

Possibilité d'édicter une décision d'éloignement dès la date du rejet du recours contre la décision de l'OFPPRA et de l'exécuter seulement à compter de sa notification (dissociation date adoption / date d'exécution).

Visite domiciliaire aux fins de récupération du passeport d'un étranger assigné à résidence.

Extension à 144 heures (contre 96 heures) de la durée de validité de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention (JLD) autorisant la visite domiciliaire d'un étranger assigné à résidence (L. 733-10 CESEDA).

Allongement de la première phase de rétention administrative : pas d'intervention du juge avant 4 jours.

Caractère suspensif de l'appel de l'ordonnance du JLD mettant fin à la rétention administrative.

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-239.html

Amdt 601 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_601.html

Amdt 593 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_593.html

↳ Amdt 496 rect. bis · M. CADEC (LR) https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_496.html

Article 24

Audience à proximité immédiate de la zone d'attente : suspension de l'audience en cas de mauvaise qualité de retransmission du conseil de la propre initiative du juge ou sur demande des parties ou de l'avocat.

Amendement de coordination avec les dispositions de la loi d'orientation et de programmation pour la justice (LOPJ) 2023-2027.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-240.html

Amdt 218 · **GSER** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_218.htm

Amdt 219 · **GSER** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_219.htm

Amdt 647 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_647.html

Article 25

Augmentation de 24 à 48 heures du délai dans lequel le juge des libertés et de la détention (JLD) peut se prononcer sur le placement en ZA, soit lorsque les nécessités de l'instruction l'imposent soit, « *par ordonnance du premier président, en cas de placement en zone d'attente simultané d'un nombre important d'étrangers au regard des contraintes du service juridictionnel* » ;

Amendement de coordination avec les dispositions de la loi d'orientation et de programmation de la justice (LOPJ) pour 2023-2027.

PJL <https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

CDL mars https://www.senat.fr/amendements/commissions/2022-2023/304/Amdt_COM-241.html

Amdt 648 · **CDL nov.** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_648.html

Article 25 bis Article(s) additionnel(s) après Article 25

Ajout du caractère substantiel de l'atteinte portée aux droits de l'étranger pour prononcer des nullités de procédure.

Amdt 591 · **GVT** https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_591.html

Article 25 ter Article(s) additionnel(s) après Article 25

Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision du juge des libertés et de la détention mettant fin à la rétention lorsque le motif de l'éloignement et de la rétention est lié à des faits de terrorisme.

Modification de l'article L. 743-22 du CESEDA « *Par dérogation au présent article, l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention est suspensif lorsque l'intéressé a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code*

pénal ou s'il fait l'objet d'une mesure d'éloignement édictée pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste. L'intéressé est maintenu à la disposition de la justice jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond. »

Amdt 594 · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_594.html

Article 26

Coordinations outre-mer : dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre, par voie d'ordonnance, les mesures relevant de la compétence de l'État nécessaires à l'application et, le cas échéant, à l'adaptation, des dispositions de la présente loi dans les collectivités qui relèvent de l'article 74 de la Constitution « à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ». Cette ordonnance est prise dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 608 rect. · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_608.html

Article 27

Modalités d'entrée en vigueur (Les articles 1er B, 1er C, 1er E, 1er F, 2 bis et 2 ter de la présente loi s'appliquent aux demandes déposées postérieurement à la publication de la présente loi).

Report de l'entrée en vigueur de l'interdiction de la rétention de mineurs de 16 ans dans les CRA à Mayotte au 1er janvier 2027.

PJL

<https://www.senat.fr/leg/pjl22-304.html>

Amdt 649 · **CDL nov.**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_649.html

Amdt 607 rect. · **GVT**

https://www.senat.fr/amendements/2022-2023/434/Amdt_607.html